

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TotalEnergies Petrochemicals France – atelier PPC

Établissement de Carling
BP90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PPC_2022-11-28_RAPVI_MCBK_31886(1)
Code AIOT : 0006209855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 de l'atelier PPC dans l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France implanté Établissement de Carling BP90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 12/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006209855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Non

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite une unité de production de compoundage de polypropylène (unité PPC) par mélange et fusion de polypropylène sous forme de granulés et d'additifs.

Chacune des 2 lignes de production est notamment équipée d'une extrudeuse et d'une unité de granulation.

Les produits finis fabriqués (PPC) sous forme de granulés sont destinés au marché de l'automobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Légionelles
- Rejets atmosphériques
- Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des émissions atmosphériques de COV	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, articles 4.2.2.1 + 4.2.3.1 (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Spéciation des COV en sortie "aspiration humide"	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.3.1 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tour aéroréfrigérante et légionelles	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 1.2.3 (partiel) +10.1.2	/	Sans objet
2	Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de l'atelier PPC	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 5.1.1	/	Sans objet
3	Caractérisation des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 6	/	Sans objet
6	Surveillance des émissions atmosphériques de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, articles 4.2.2.2 + 4.2.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du 21 novembre 2022 de l'atelier PPC n'a pas mis en évidence de non-conformités mais :

- une prescription inadaptée de l'arrêté préfectoral relative à la caractérisation des effluents aqueux issus de l'équipement "aspiration humide" ;
- la nécessité d'apporter des précisions sur la spéciation des COV réalisée en 2017 en sortie de l'équipement "aspiration humide" ;
- la nécessité de réaliser d'ici fin décembre 2022 une mesure des COV au niveau du point "sortie des pompes à vides des TP" ;
- la nécessité de revoir le SME établi en octobre 2019 car le flux annuel cible de 5,4 t/an pour l'atelier PPC est supérieur au flux annuel autorisé de 2,4 t/an.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tour aéroréfrigérante et légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 1.2.3 (partiel) +10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 1.2.3 (partiel)</u> "Les installations de l'atelier PPC visé par le présent arrêté comprennent notamment : [...] une zone utilités dont [...] 1 tour aéroréfrigérante. [...]" <u>Article 10.1.2</u> "Les installations de refroidissement sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sans préjudice des dispositions plus contraignantes imposées par le présent arrêté préfectoral."
Constats : L'exploitant a indiqué disposer d'une seule tour aéroréfrigérante au niveau de l'atelier PPC. Sans observation sur la base : <ul style="list-style-type: none">- des résultats mensuels de légionella pneumophila de janvier 2021 à septembre 2021 transmis sur l'application GIDAF ;- du bordereau d'analyse du laboratoire EUROFINs ALPABIO suite au prélèvement du 7 novembre 2022 et à l'analyse du 8 novembre 2022 ;- des résultats du contrôle inopiné diligenté par la DREAL et réalisé le 28 octobre 2022 par le laboratoire CAR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux en sortie de l'atelier PPC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-154 du 29 juin 2016 modifié</u> "Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-164 du 27 mai 2015 et de ses modifications ultérieures sont applicables." <u>Article 3.4.2.2.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-164 du 27 mai 2015 modifié</u> "[...] Ces eaux (propres) sont ensuite dirigées vers la station de traitement finale exploitée par la société Arkema France pour y être traitées avant rejet au milieu naturel." <u>Article 3.4.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-164 du 27 mai 2015 modifié</u> "Les eaux propres respectent les valeurs limites suivantes avant rejet vers la Station de Traitement Finale : <ul style="list-style-type: none">- Température < 30° C- pH : compris entre 5,5 et 8,5- MEST : 20 mg/L- DCO sur effluent non décanté : 125 mg/L- Hydrocarbures totaux : 3 mg/L- Benzène : 0,05 mg/L (1)- Toluène : 0,37 mg/L (2)- Ethylbenzène : 0,1 mg/L (3)- Xylènes (ortho-, méta-, para-) : 0,05 mg/L (4)- zinc et ses composés (en Zn) : 2 mg/L (1) La concentration moyenne annuelle de benzène présente dans les rejets est inférieure à 0,01 mg/L. (2) La concentration moyenne annuelle de toluène présente dans les rejets est inférieure à 0,074 mg/L. (3) La concentration moyenne annuelle de éthylbenzène présente dans les rejets est inférieure à

<p>0,02 mg/L.</p> <p>(4) La concentration moyenne annuelle de xylènes (ortho-, méta- et para-) présente dans les rejets est inférieure à 0,01 mg/L."</p> <p><u>Article 3.4.3.2 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-164 du 27 mai 2015 modifié :</u></p> <p>"Les analyses sont effectuées sur un échantillon moyen prélevé sur une durée de 24 heures.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débit : détermination quotidienne du volume journalier (24h) - pH, Température : hebdomadaire - MEST : hebdomadaire - DCO sur effluent non décanté : hebdomadaire - Hydrocarbures totaux : hebdomadaire - Benzène : hebdomadaire - Toluène : hebdomadaire - Ethylbenzène : hebdomadaire - Xylènes (ortho-, méta-, para-) : hebdomadaire - zinc et ses composés (en Zn) : hebdomadaire [...]"
<p>Constats : L'atelier PPC produit plusieurs types d'effluents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les effluents aqueux issus de l'aspiration humide de chaque ligne de production et récupérés au niveau du bac à racleur. Ces effluents aqueux sont évacués 1 à 2 fois par an en tant que déchets dans un centre de traitement de déchets (Cf. point de contrôle n°3) ; - les eaux de coupe en sortie de chaque extrudeuse sont récupérées au niveau des bacs B5241 et B5141 et filtrées avant envoi au bassin d'orage de l'unité PPC ; - les eaux de purge de la tour aéroréfrigérante sont envoyées au bassin d'orage de l'unité PPC ; - les eaux pluviales sont envoyées au bassin d'orage de l'unité PPC ; - les eaux de process sont traitées par un filtre lamellaire avant envoi au bassin d'orage de l'unité PPC. <p>L'exploitant a justifié, sur la base du plan des réseaux de l'atelier PPC du 29 juillet 2016 et du plan des réseaux de l'atelier PS du 20 février 2017 que les effluents aqueux de l'atelier PPC (à l'exception des effluents issus de l'aspiration humide) sont envoyés vers le bassin d'orage de l'atelier PPC puis vers le réseau "eaux propres" de l'atelier PS.</p> <p>L'exploitant procède uniquement à une analyse des eaux propres au niveau de l'atelier PS. Il n'y a pas d'analyse spécifique des effluents aqueux de l'atelier PPC en sortie du bassin d'orage.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence du bassin d'orage ; - la présence des bacs B5141 et B5241 avec débordement vers le réseau enterré ; - la présence du bac avec racleur permettant de séparer le talc et les effluents "eau + talc" ; - des résultats transmis sur l'application GIDAF "eaux propres PS".
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Caractérisation des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les effluents aqueux issus des installations de traitement des rejets atmosphériques par aspiration humide sont caractérisés sous un délai de 3 mois à compter de la mise en service de l'installation, en amont du décanteur déshuileur de l'atelier PPC. Cette caractérisation porte a minima sur l'ensemble des substances qui font l'objet d'une auto-surveillance réglementée en sortie de la Station de Traitement Final exploitée par la société ARKEMA France (paramètres définis à l'article 3.2.3.3 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié).</p> <p>Le référentiel à utiliser est en particulier le guide ministériel de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2018.</p> <p>Les limites de quantification pour chaque substance doivent répondre aux critères minimaux fixés</p>

<p>dans l'avis du 11 février 2017 relatif aux limites de quantification des couples «paramètre-matrice» de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.</p> <p>L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai maximal de 6 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un rapport présentant les résultats de la caractérisation et les comparant aux valeurs limites applicables en sortie de l'atelier POLYSTYRENE "rejets des eaux propres". Un facteur de dilution pourra être pris en compte sous réserve de justification."</p>
<p>Constats : Par courrier du 9 août 2022 référencé TPF/CLG/QHSEI/NL/L065/2022, la société TEPF sollicite le retrait de l'article 6 susmentionné car il n'y a pas de rejet d'eaux résiduelles polluées ou susceptibles de l'être issus de l'équipement aspiration humide.</p> <p>En effet, l'eau industrielle, utilisée dans le système d'aspiration humide qui sert à capter les particules de talc émises par les équipements, est traitée par un bac muni de racleurs et par un filtre à bande afin d'extraire le talc de l'eau. Cette eau est conservée pour plusieurs mois de production puis est pompée, et envoyée en centre de traitement de déchets approprié.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté les deux derniers bordereaux de suivi des déchets pour l'évacuation chez Cedilor à Amnéville des déchets issus de ce bac "eau + talc (code déchet 07 02 99) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - BSD n°2022-00321 du 27 juin 2022 justifiant l'évacuation de 5,96 tonnes ; - BSD n°2022-00602 du 2 novembre 2022 initié pour l'évacuation d'environ 10 tonnes.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques de COV

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.2.1 + 4.2.3.1 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 4.2.2.1</u> "Les émissions de COV de l'atelier PPC sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC- 237 du 14 décembre 2009 et de ses éventuelles modifications ultérieures relatif à la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils. Les émissions de COV générées par l'atelier PPC sont intégrées au schéma de maîtrise des émissions (SME) de l'établissement qui sera révisé et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre 2017 après le démarrage de l'exploitation de l'atelier PPC. Le flux annuel total des émissions de COV (dont émissions diffuses) de l'atelier PPC n'excède pas 2,4 t/an." <u>Article 4.2.3.1 (partiel)</u> "Le contrôle des émissions de COV de l'atelier PPC est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-237 du 14 décembre 2009 précité et de ses éventuelles modifications ultérieures.[...]"</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des oublis de transmission de certains rapports de contrôle annuel (2021) ainsi que de certains bilans SME (2019, 2021) ; - des erreurs dans les données transmises dans le bilan SME 2018. <p>Par courriel du 24 novembre 2022, l'exploitant a transmis les bilans SME 2018, 2019, 2020 et 2021 vérifiés et corrigés.</p> <p>L'exploitant a indiqué disposer de 2 points de rejets atmosphériques canalisés communs aux 2 lignes de production au niveau de l'atelier PPC susceptibles d'émettre des COV :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aspiration poussières humides E3073 ; - compresseur d'air/sortie pompe à vide TP E3101. <p>Les mesures annuelles réalisées par BUREAU VERITAS (en 2020 et 2021) portent sur les COV totaux, les COVnm et le CH₄ au droit des 2 points de rejet (aspiration poussières humides et compresseur</p>

d'air).

Le rapport SOCOTEC du 2 novembre 2022 suite aux mesures le 5 octobre 2022 portent sur les COV_{total}, les COV_{nm} et le CH₄ présente des erreurs (résultats en COV pour le point de mesure "silos PP5021" et absence de mesure de COV pour le point "sortie pompe à vide TP").

Par courriel du 25 novembre 2022, l'exploitant s'est engagé à demander une mesure supplémentaire à SOCOTEC pour le point "sortie pompe à vide TP" en espérant pouvoir la réaliser avant la fin de l'année 2022 et à transmettre la date planifiée et le rapport final dès réception.

Le site ayant mis en place un schéma de maîtrise des émissions (SME), les concentrations en COV_{nm} fixées par l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ne s'appliquent pas. Les concentrations en COV_{nm} mesurées lors des mesures annuelles permettent juste d'estimer le flux annuel en COV_{nm} émis et de le comparer au flux sur lequel s'engage TEPF dans son SME V3 du 1 octobre 2019 : 5,3 t/an pour l'unité PPC dont :

- aspiration poussières humides : 3,1 t/an ;
- compresseur d'air : 2,2 t/an.

Le flux annuel cible (5,3 t/an) est supérieur au flux annuel autorisé de 2,4 t/an. Cependant le flux autorisé par l'arrêté de 2016, n'intègre pas toutes les sources d'émissions.

Il est demandé à l'exploitant de revoir le SME établi en octobre 2019 ou de solliciter une révision de l'arrêté d'autorisation.

Les bilans SME 2018, 2019, 2020 et 2021 mettent en évidence le respect du flux annuel autorisé de 2,4 t/an pour l'unité PPC, à périmètre constant.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Spéciation des COV en sortie "aspiration humide"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.3.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

"[...] Une spéciation des COV présents dans les rejets du point E3073 (sortie séparateur pour pompe à vide), représentative des conditions de fonctionnement de l'atelier PPC, est réalisée et transmise à l'Inspection des Installations Classées au plus tard 6 mois après le démarrage de l'atelier PPC."

Constats : Par courriel du 21 novembre 2022, l'exploitant a transmis le rapport BUREAU VERITAS du 20 septembre 2017 "mesures 2017 PPC/Aspiration humide - spéciation COV" faisant suite aux mesures du 3 au 5 avril 2017.

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier les paramètres retenus pour la spéciation ;
- préciser, pour chaque substance, s'il s'agit de COV visés à l'annexe III ou de COV avec mentions de dangers.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des émissions atmosphériques de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.2.2 + 4.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2.2

"Les rejets issus des installations de dépoussiérage respectent pour chaque point de rejet, les valeurs limites suivantes en concentration et en flux suivantes :

Paramètre : Poussières

Valeur limite en concentration (mg/Nm³) : 10

Flux maximal horaire (kg/h) : 1

Le flux annuel total des émissions de poussières (dont émissions diffuses) de l'atelier PPC n'excède pas 1,52 t/an."

Article 4.2.3.1

"L'exploitant détermine une méthodologie destinée à quantifier annuellement le flux de poussières (canalisé et diffus) émis par l'atelier PPC.

La méthodologie retenue l'année N est identique à celle retenue l'année N-1. Dans le cas contraire, la quantification selon les deux méthodologies est effectuée afin de pouvoir comparer l'évolution des résultats. Dans les 6 mois à compter du démarrage de l'atelier PPC, l'exploitant fait effectuer par un organisme agréé par le ministère en charge de l'environnement, une mesure du débit et des teneurs en poussières dans les gaz rejetés à l'atmosphère de chaque émissaire de manière à vérifier le respect des valeurs limites imposées à l'article 4.2.2.2.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse sont conformes aux normes en vigueur et sont réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et d'au moins une demi-heure. La mesure est réalisée en marche continue et stable.

Les résultats des mesures réalisées, ainsi que du flux annuel, comparés aux valeurs limites imposées à l'article 4.2.2.2. et commentés sont transmis à l'inspection des installations classées suivant les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre n° 2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 et de ses modifications ultérieures sauf si la mesure fait apparaître une non-conformité avec les prescriptions du présent arrêté. Dans ce cas, les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais, accompagnés de commentaires sur les raisons du dépassement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier."

Constats : L'exploitant a indiqué disposer de plusieurs points de rejets atmosphériques canalisés de poussières au niveau de l'atelier PPC :

- aspiration poussières humides E3073 ;
- aspiration PREMIX ;
- aspiration sèche ;
- silos PP ;
- silos produit fini ;
- silos talc ;
- compresseur d'air/sortie pompe à vide TP E3101.

Les mesures annuelles réalisées par BUREAU VERITAS (en 2020 et 2021) et par SOCOTEC (en 2022) mettent en évidence le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux horaire sur les différents points de rejet mesurés.

L'exploitant procède à une mesure annuelle au niveau des points de rejet suivants

- aspiration poussières humides E3073 ;
- aspiration PREMIX ;
- aspiration sèche ;
- compresseur d'air/sortie pompe à vide TP E3101.

En revanche, il procède à une analyse annuelle en sortie d'un silo de chaque type :

- 1 des 5 silos PP (silo n°5012 en 2020, silo n°5014 en 2021) ;
- 1 des 10 silos produit fini (silo n°5161 en 2020, silo n°5263 en 2021) ;
- 1 des 4 silos talc (silo n°5023 en 2020, silo n°5024 en 2021).

Par courriel du 25 novembre 2022, l'exploitant a transmis :

- le mode opératoire "méthode de calcul des rejets annuels de poussières" TEPF.PPC.MO.CO.04 du 22 novembre 2022 expliquant les modalités de calcul du flux annuel de poussières pour chaque type de point de rejet atmosphérique ;
- la consigne "mesure des rejets gazeux" TEPF.PPC.C.CO.02 du 22 mai 2022 décrivant chaque point de prélèvement .

Il ressort de ces analyses et de la quantification du flux annuel de poussières, le respect du flux de 1,5 t/an en 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet